

**Point de presse - Union
européenne/Italie/Entretien de Mme
Nathalie Loiseau avec son
homologue italien - Chypre/Reprise
du processus de négociations -
Venezuela - Syrie - Situation dans le
Golfe - Yémen - Iran - Diplomatie
économique - Climat
(Paris, 28 juin 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Union européenne - Italie - Entretien de Mme Nathalie Loiseau avec son homologue italien (Paris, 28 juin 2017)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, a reçu ce matin M. Sandro Gozi, sous-secrétaire d'État italien chargé des affaires européennes, pour un entretien de travail.

Les deux ministres ont travaillé au renforcement de notre coopération sur les grands sujets européens, comme décidé le 21 mai par le président de la République et par le président du conseil italien.

Au lendemain du conseil européen des 22 et 23 juin, ils ont notamment fait le point sur l'Europe de la défense, la politique commerciale européenne et les migrations. Ils ont par ailleurs discuté de la préparation des échéances bilatérales et régionales à venir, dont le sommet sur les Balkans occidentaux organisé à Trieste le 12 juillet.

2 - Chypre - Reprise du processus de négociations (Genève, 28 juin 2017)

Les négociations inter-chypriotes en vue de la réunification reprennent aujourd'hui.

La France soutient les efforts des dirigeants des deux communautés en faveur d'une solution durable et satisfaisante pour la sécurité de Chypre et des deux parties, conformément aux paramètres fixés par les Nations unies et dans le respect de l'acquis communautaire.

Elle réitère son soutien à la médiation menée sous l'égide des Nations unies et invite tous les acteurs à oeuvrer pour la réussite du processus. M. Jean-Yves Le Drian s'en est entretenu avec

son homologue chypriote, M. Ioannis Kassoulides, qu'il a reçu le 26 juin.

3 - Venezuela

Q - La situation se dégrade encore au Venezuela. Pensez-vous que le conseil de sécurité devrait se saisir de la question ?

R - Face à la situation au Venezuela qui continue de se dégrader, la France appelle à la cessation immédiate des actions violentes.

La situation est d'ores et déjà suivie au sein du conseil des droits de l'Homme des Nations unies.

Nous continuons, avec nos partenaires européens, à donner la priorité à la mise en place rapide d'une médiation régionale crédible et constructive, qui ait la confiance du gouvernement et de l'opposition.

4 - Syrie

Q - Voici un mois que la France a posé sa «ligne rouge» sur le volet humanitaire en Syrie. Qu'avez-vous obtenu de concret de la Russie sur ce sujet ?

R - L'accès humanitaire plein et sans entrave est une obligation en droit international. C'est une priorité de la France en Syrie, comme l'a rappelé le président de la République.

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est rendu à Moscou le 20 juin et a longuement abordé le sujet avec son homologue russe.

Nous souhaitons que la Russie concoure efficacement à l'acheminement sans entrave et en toute sécurité de l'aide humanitaire en Syrie, à toutes les populations dans le besoin.

Q - Estimez-vous que le haut comité des négociations (HCN) syrienne soit suffisamment représentatif de l'opposition pour négocier face aux représentants de Bachar al-Assad?

R - Le communiqué de Genève et la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies constituent le cadre de référence pour les pourparlers inter-syriens. Ces textes définissent clairement les parties prenant part à la négociation : les représentants de l'opposition et le régime.

Le président de la République a reçu le 30 mai M. Riyad Hijab, dirigeant du haut comité pour

les négociations, et lui a réitéré son soutien.

Q - Vos réponses du 26 juin à la question de savoir si les forces syriennes loyalistes et les milices chiïtes étaient des éléments incontournables de la lutte anti-terroriste n'ont pas clarifié votre position. Ces groupes sont-ils des alliés dans la lutte contre le terrorisme ?

R - Nous agissons avec nos alliés au sein de la coalition internationale contre Daech.

Les forces syriennes loyalistes et les milices qui leur sont associées n'en font pas partie.

5 - Situation dans le Golfe

Q - Votre appel à l'apaisement de la situation dans le Golfe ne paraît pas être écouté. L'Arabie Saoudite a déclaré hier qu'il n'y aurait pas de négociations avec le Qatar tant que ce pays n'acceptait pas les demandes de ses voisins et les Émirats ont ce matin suggéré qu'ils pourraient même demander aux partenaires commerciaux de choisir entre eux ou Doha. Quelle est votre réaction ?

R - Il est important que les pays arabes du Golfe fassent les gestes nécessaires pour contribuer à l'apaisement et recourent au dialogue pour discuter des différends. À cet égard, nous soutenons les efforts du Koweït.

M. Jean-Yves Le Drian poursuit les consultations auprès de ses interlocuteurs des pays arabes du Golfe. Il recevra le 29 juin Cheikh Mohammed Abdullah Al Mubarak Al Sabah, ministre des affaires du cabinet de l'État du Koweït et émissaire de l'émir pour la médiation.

6 - Yémen

Q - Avez-vous l'intention de rencontrer l'envoyé spécial sur le Yémen cette semaine à Paris et comment est-ce que la France peut jouer un rôle indépendant dans ce conflit vu son partenariat stratégique avec l'Arabie Saoudite ?

R - M. Ismaïl Ould Cheikh Ahmed, envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour le Yémen, sera reçu au Quai d'Orsay lors de sa visite à Paris.

Nous lui apportons tout notre soutien et restons engagés, avec nos partenaires, en particulier au conseil de sécurité des Nations unies, pour contribuer à un accord sur une solution politique au Yémen, seule à même de rétablir la stabilité dans le pays et conjurer durablement la menace terroriste.

Dans cet objectif, la France réitère son appel à un cessez-le-le-feu immédiat, à des efforts

urgents pour répondre à la crise humanitaire et à la reprise sans condition des négociations en vue d'une solution politique.

7 - Iran

Q - Qu'attendez-vous de la visite du ministre des affaires étrangères iranien Javad Zarif demain, quels seront les principaux sujets discutés?

R - M. Jean-Yves Le Drian et son homologue iranien évoqueront la mise en oeuvre de l'accord de Vienne sur le nucléaire, que la France suit avec vigilance.

Dans le cadre de notre accord bilatéral instituant un dialogue politique, ils feront également le point sur la situation régionale, au regard notamment des crises en Syrie, en Irak et au Yémen.

Les deux ministres discuteront enfin de nos relations bilatérales, sur la base de la feuille de route adoptée lors de la visite du président Rohani à Paris le 28 janvier 2016.

8 - Diplomatie économique - Climat

Q - Quel est l'objet des rencontres du ministre jeudi avec les PDG d'EDF et Total ?

R - Dans le cadre de la diplomatie économique et de notre mobilisation pour le climat, M. Jean-Yves Le Drian recevra le 29 juin M. Patrick Pouyanné, président-directeur général de Total, puis M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'EDF.

Ces entretiens permettront de faire le point sur les activités et les projets internationaux de ces groupes et d'évoquer leurs actions en faveur du développement des énergies renouvelables et d'une transition vers des économies bas carbone./.